20020414 -0001a-2

Yahoo! Mail for kidnapped961@yahoo.com

i amout - îvîy Yahoo! Options - Sign Out - Help

COMPAQ.

Mail Addresses Calendar Notepad

Attachment View -- Powered by Outside In HTML Export

Back to Message

Disparitions forcées en Algérie et au Liban

Projet de la « Coalition Euro-Méditerranéenne contre les disparitions forcées »

Rappel de la situation

a. Les disparitions forcées en Algérie

Depuis l'arrêt du processus électoral en Algérie, en 1992, le pays traverse une période caractérisée par la violence terroriste et des violations flagrantes, massives et systématiques des droits de l'Homme. Dès 1992, des personnes ont été enlevées et ont disparu. La responsabilité des forces de sécurité peut être établie de diverses manières et notamment parce que des membres de la famille, des voisins ou des collègues de travail ont assisté à l'enlèvement de la personne disparue et ont donc vu les ravisseurs ; dans de nombreux cas, ces derniers sont connus des témoins et il n'est pas rare qu'ils en donnent l'identité.

> Selon les estimations les plus basses, 7200 personnes au moins ont disparu en Algérie ces dix dernières années. Les familles de disparu(e)s continuent de demander en vain la vérité et la justice sur le sort de leurs proches. Elles manifestent chaque semaine dans plusieurs villes du pays, et notamment à Alger, devant la Commission nationale pour la promotion et la protection des droits de l'Homme en Algérie, qui a récemment remplacé l'Observatoire national des droits de l'Homme (ONDH). La FIDH ainsi que le Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie (CFDA) sont préoccupés par le fait que, pas plus que l'ONDH, cette nouvelle institution ne semble être en mesure de répondre aux demandes des familles puisque, de par sa composition et son mandat, elle reste loin de se conformer aux principes de Paris de 1992 sur l'indépendance des

.../ShowLetter?box=Inbox&MsgId=7789_3069272_38884_1135_16585_0_617&bod 4/14/02

institutions nationales en matière des droits de l'Homme. Saisi de milliers de cas, le Groupe de travail sur les disparitions forcées de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies a demandé à pouvoir se rendre en Algérie. Comme, notamment, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, le Rapporteur spécial sur la torture, qui ont formulé des demandes similaires à plusieurs reprises, le Groupe de travail sur les disparitions forcées n'a pas reçu de réponse des autorités algériennes.

Dans le climat d'impunité qui prévaut en Algérie, non seulement les auteurs de violations des droits de l'Homme ne sont pas inquiétés, mais ce sont les défenseurs des droits de l'Homme eux-même, qui demandent que des enquêtes soient diligentées afin d'identifier et de punir les responsables de violations, qui se trouvent poursuivis par la justice. Le procès de Mohamed Smain, responsable de la section de Relizane de la Ligue de défense des droits de l'Homme (LADDH), organisation membre de la FIDH, est à cet égard exemplaire. M. Smain a comparu le 29 décembre 2001 devant le tribunal de Relizane (une ville située à l'Ouest de l'Algérie, près d'Oran). Il était poursuivi pour diffamation, sur la base d'une plainte déposée par M. Fergane, ainsi que huit ex-membres d'une milice dite de légitime défense. Cette plainte avait été introduite après que M. Smain eut alerté le presse algérienne, le 3 février 2001, sur la découverte et l'exhumation de charniers par les services de gendarmerie et la milice de M. Fergane, lui-même ancien chef de milice et ancien DEC (Délégation Exécutive Communale) de Relizane. A l'issue de ce procès, le 5 janvier 2001, M. Smain a été condamné à deux mois de prison ferme, 5000 dinars d'amende et 10 000 dinars de dommages et intérêt à verser à chacun des neufs plaignants. Il a fait appel de cette décision.

En appel, M. Smain a été condamné à un an de prison ferme et 30 000 dinars d'amende à verser à chacun des neuf plaignants.

Il a décidé de se pourvoir devant la cour de cassation.

b. Les disparitions forcées au Liban : la situation actuelle.

Entre le début de la guerre du Liban et aujourd'hui, plus de 17000 citoyens libanais ont disparu.

Un grand nombre d'entre eux a probablement été exécuté en territoire libanais, leurs corps n'ont jamais été recherchés.

Plusieurs centaines d'entre eux ont été transférés dans les prisons syriennes, où au moins 200 sont toujours détenus, d'autres sont probablement décédés.

Plusieurs centaines de disparus libanais auraient été exécutés en territoire israélien.

Au moins 15 citoyens libanais sont détenus illégalement en Israël, après avoir été enlevés au Liban.

En janvier 2000, une commission d'enquête sur les disparitions, ordonnée par le gouvernement du Premier Ministre Selim Hoss avait confirmé l'existence de charniers non explorés au Liban et conclu au décès de l'ensemble des disparus Mais certains desdits en pour faient effe encore en vie. Cette commission est constituée des responsables des

coignements libanais, et d'un représentant de l'Ordre des

services de sécurité et de 161150050 avocats de Beyrouth.

Un certain nombre d'éléments sont à soulever concernant cette commission :

De par sa composition, et malgré la présence du représentant de l'ordre des avocats,
 l'indépendance et l'impartialité de cette commission ne sont pas garanties.

 La commission, du fait de son mandat, demande aux familles des disparus de déterminer si leurs proches enlevés sont potentiellement vivants, ce qui représente une lourde charge pour les familles, et laisse douter de sa volonté d'enquêter réellement sur les disparitions.

 Par ailleurs cette même commission exclut toute enquête sur les exécutions ayant eu lieu au Liban, en Syrie et en Israël.

• Depuis sa création, la commission a reçu de nombreuses familles affirmant que leurs disparus étaient détenus dans les prisons syriennes. Beaucoup de familles ont même rendu une visite à leurs proches détenus et reçoivent régulièrement des confirmations de leur maintien en détention. Or, malgré les preuves présentées par ces familles à la commission, dont des témoignages de détenus libérés, celle-ci, à notre connaissance, n'est pas intervenue auprès des autorités syriennes pour réclamer des explications sur la probable détention en Syrie de ces Libanais. Le Président syrien Bachar El-Assad s'est pourtant déclaré disposé à traiter les demandes des autorités libanaises à ce sujet (déclarations faites devant l'Assemblée Nationale française en juin 2001).

 La commission prolonge tous les six mois son mandat sans présenter de rapport d'étape, laissant les familles des disparus dans l'attente après avoir promis de traiter leurs demandes.

La signature des accords d'association Algérie/UE et Liban/UE les 22 et 23 Avril à Valence, Espagne.

Les accords d'association, entre l'Algérie et l'Union Européenne d'une part, et entre le Liban et l'Union Européenne d'autre part, seront signés lors de la conférence ministérielle euroméditerranéenne, qui aura lieu à Valence, en Espagne, les 22 et 23 Avril 2002.

C'est une occasion importante de rappeler les engagements pris par les Etats en matière de droits de l'Homme dans le cadre de ces accords, et de mettre l'accent sur la question des disparus en Algérie et au Liban, qui est loin d'être résolue.

Dans cette optique, la Coalition Euro-Méditerranéenne contre les disparitions forcées enverra en Espagne 6 représentants des familles de disparus d'Algérie et du Liban, leurs avocats ainsi que des personnes spécialisées sur la question.

.../ShowLetter?box=Inbox&MsgId=7789_3069272_38884_1135_16585_0_617&bod 4/14/02

Leur passage en Espagne aura pour objectifs:

- de sensibiliser l'opinion publique internationale à la question des disparitions forcées en Algérie et au Liban, par le biais des médias européens, algériens et libanais.
- 2. de sensibiliser les autorités espagnoles à cette question.
- d'établir des liens et de réfléchir sur ces questions avec des avocats espagnols susceptibles d'intervenir en faveur des victimes de disparitions.

Participants au colloque :

6 représentants des familles de disparus d'Algérie et du Liban

2 avocats venus d'Algérie et du Liban

7 personnes venues de Paris : Me Patrick Baudouin, président d'honneur de la FIDH, Me Tahri, Nassera Dutour (CFDA), Marie Daunay, Wadih-Ange Al-Asmar (SOLIDA), Driss ELYazami, secrétaire général de la FIDH spécialiste des pays du Maghreb, Olivier de Frouville spécialisé sur mécanismes de l'ONU, un spécialiste des accords d'association...

Moyens à mettre en œuvre :

1 organisation d'un colloque avec les avocats du Barreau de Barcelone, qui seraient sans doute en mesure d'intervenir en faveur de ces victimes, sur le thème : « Pouvoirs publics et disparitions forcées en Méditerranée »

- organisation d'une conférence de presse, le premier jour de la conférence ministérielle euroméditerranéenne, en collaboration avec le groupe d'Amnesty International de Valence.
- 3. rencontres avec les autorités espagnoles (élus locaux, députés...)
- 4. rassemblement

III. Programme

Vendredi 19 Avril, soir

Arrivée à Barcelone.

.../ShowLetter?box=Inbox&MsgId=7789_3069272_38884_1135_16585_0_617&bod 4/14/02

Yahoo! Mail

Page 5 of 6

Samedi 20 Avril 2002:

Colloque: "Pouvoir Publies et disparitoires forcés en Méditerranée", Barcelonce le 20/4/2002

I- L'attitude des Etats

- Intervention du Liban
- Intervention de l'Algérie
- Intervention du Maroc
- Discussion

II- Les disparitions :

- Les mécanismes internationaux et jurisprudences régionales (Europe/Amérique
- La clause des droits de l'Homme dans les Accords d'association
- Discussion

III- Comment les victimes et leurs associations ont utilisé ces mécanismes

- Intervention du Liban
- Intervention de l'Algérie
- Intervention du Maroc
- Discussion

: Quelle actoris commune ? **IV- Conclusion**

suite 2 societificologies

X Mais certains de dits disparus out finale 1

Réappour, libérés de Prisons syriemes, en decl.

En con séquence de quoi, en janv 2001, 1 monvelle

Commission, présidéé par le Minis d'État & sand,

Jut adonnée au hibar par la gouv. de Hoiri,

Pour faire la lunière sur le sort des dispars,

dorsque les éléments laissent croire que

Cenx ei pourraient être encor en vie. Cette

commission est constituée de rensei que te

Services de sécurité et de rensei que te

libaraig et d'i représentant de l'érdre des

asocato de Bey.

suite P5

Simultaneinet:

de conférence de presse du biboan Lundi

Di-amelie 21 Arrivée à Valence Landi 22

Matin: Relance téléphonique de journalists 11 hoo Conférence de presse

- La que stir des dispares en Alg.

- La clause droits de l'Ho--a de accord d'association

Fin La Coal emo_Hé_ contre les disp. forcés est mée